



RAPPORT ANNUEL

2025-2026



TABLE DES **MATIÈRES**

3	Rapport de la présidente
6	Rapport du secrétaire général
9	Services opérationnels
10	• Sommaire financier
14	Division des services professionnels
15	• Secteur des communications/action politique
20	• Secteur des services éducatifs
24	Division des services de protection
25	• Secteur des négociations et de la gestion des convention collectives
27	• Secteur de la protection des membres
34	Notre portée. Nos résultats. Analyse des données tirées des réseaux sociaux
36	Comités et conseils permanents, et groupes de travail consultatifs





MESSAGE DE LA **PRÉSIDENCE**

Alors que nous présentons notre premier rapport annuel depuis plus de dix ans, je tiens d'abord à remercier chacune et chacun des membres d'OSSTF/FEESO pour le travail que vous accomplissez chaque jour dans les écoles, les universités et les communautés partout en Ontario. Votre engagement envers l'éducation publique—et les uns envers les autres, les uns envers les autres—constitue le fondement de la force de notre Fédération.

Comme tant d'entre vous, je ne suis pas arrivée dans ce travail pour la politique. Je suis arrivée ici parce que je me soucie profondément des élèves, en particulier de celles et ceux qui ont le plus besoin de soutien. Je suis arrivée ici parce que je crois au pouvoir de l'éducation de changer des vies et parce que je voulais soutenir les élèves pendant qu'ils apprenaient, grandissaient et trouvaient leur voie. Cette vocation a guidé mon travail dès le départ et elle continue de me guider aujourd'hui. Le lien profond entre les travailleuses et travailleurs en éducation, les enseignantes et enseignants, et leurs élèves—cette étincelle de possibilités que nous aidons à nourrir chaque jour—est précisément ce qui est en jeu en Ontario en ce moment.

L'année dernière a mis nos membres à rude épreuve, de manière profonde. Dans tous les secteurs de l'éducation publique, de la petite enfance au postsecondaire, vous avez continué d'être présentes et présents pour les élèves malgré un sous-financement persistant, des pénuries de personnel, une charge de travail en hausse, une violence accrue et une pression grandissante sur un système déjà fragilisé. Encore une fois, vous avez démontré ce qui est possible lorsque nous agissons ensemble avec détermination, fermeté et solidarité.

L'un des moments les plus marquants de l'année est survenu l'automne dernier, lorsque des travailleuses et travailleurs en éducation, des enseignantes et enseignants, du personnel universitaire, des parents, des élèves et des conseillères et conseillers scolaires de toute la province se sont unis pour s'opposer au Projet de loi 33. Cette loi constitue une grave menace pour la gouvernance démocratique et élargit le contrôle du gouvernement à un moment où les écoles, les collèges et les universités ont un besoin urgent d'investissements, de stabilité et du respect de la prise de décisions locale.

En réponse, les cinq principaux syndicats du secteur de l'éducation se sont tenus épaule contre épaule aux côtés d'alliés communautaires et des partis d'opposition. Ensemble, nous avons organisé et mobilisé nos membres, appelé des députées et députés provinciaux et inondé nos lieux de travail et nos communautés de « du rouge pour l'éducation » (#RedForEd). Nous avons envoyé un message clair. Le système d'éducation publique de l'Ontario est essentiel au bien-être économique et social à long terme de la province et doit être adéquatement financé, transparent et redevable envers les communautés qu'il sert.

Même si le gouvernement a choisi d'adopter le Projet de loi 33 avec peu ou pas de consultation significative, notre réponse collective a compté. Elle a démontré la puissance de la solidarité et réaffirmé notre engagement commun à défendre l'éducation publique. Bien que nous demeurions déçus des gestes posés par le gouvernement, nous ne sommes pas découragés. Ce combat—et ce moment—nous appartient. OSSTF/FEESO continuera de s'opposer au Projet de loi 33 et de promouvoir des structures de gouvernance qui respectent les voix locales et protègent à la fois les élèves et les travailleuses et travailleurs.

Cela comprend la lutte pour une plus grande autonomie et un meilleur financement du secteur postsecondaire. L'Ontario se classe au dernier rang au Canada pour le financement postsecondaire par élève. Les élèves le ressentent par la réduction des services, la diminution des soutiens et l'instabilité grandissante. Le projet de loi 33 ne fait rien pour aider les universités et ne fera vraisemblablement qu'aggraver la situation. C'est pourquoi OSSTF/FEESO continuera de travailler avec les partenaires du secteur et d'intervenir au nom des membres à chaque occasion.

Cette année a également marqué des progrès importants dans le renforcement de notre Fédération sur le plan interne. Nous avons eu le plaisir d'accueillir une nouvelle unité de négociation du Personnel professionnel des services à l'élève (PPSÉ) de plus de 70 professionnelles et professionnels de l'éducation au *Ottawa Catholic School Board*—un rappel significatif et stimulant que lorsque les travailleuses et travailleurs en éducation s'organisent, ils bâtissent du pouvoir non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour l'ensemble de notre Fédération.

Une étape majeure de l'année a également été l'achèvement de notre sondage de négociation à l'échelle provinciale, auquel des milliers de membres ont participé, toutes catégories d'emploi et toutes régions confondues. Vos commentaires ont été clairs et cohérents. Les membres ressentent l'effet de la hausse du coût de la vie. Ils réclament des effectifs suffisants pour répondre aux pénuries, « ...aux pénuries en dotation de personnel, des effectifs ... » des effectifs de classe réduits, des soutiens significatifs pour l'apprentissage et le bien-être des élèves, ainsi que des mesures urgentes pour s'attaquer à la violence dans les écoles et les milieux de travail. Les travailleuses et travailleurs en éducation ont aussi été clairs : le travail à temps plein

doit signifier un salaire à temps plein.

Cette voix collective façonne déjà notre préparation en vue de la prochaine ronde de négociation dans le secteur des conseils scolaires. Elle guidera notre stratégie, orientera nos priorités et renforcera notre détermination alors que nous défendons, à toutes les tables et à tous les paliers de gouvernement, des milieux de travail et d'apprentissage sûrs, sains et pleinement financés. L'année à venir exigera de la discipline, de la préparation et un leadership actif à tous les niveaux de notre syndicat, alors que bon nombre de nos unités de négociation du secteur universitaire entreront en négociation ou poursuivront leurs pourparlers.

Malgré les défis, il y a beaucoup de raisons d'être fiers de l'année reflétée dans ce rapport. De l'action politique efficace et de la mobilisation du public à la formation des membres, en passant par les initiatives en matière d'équité et l'action coordonnée entre les unités locales et les secteurs, OSSTF/FEESO a continué de renforcer ses capacités et d'approfondir la solidarité. Encore et encore, des membres se sont levés pour diriger, organiser et prendre la parole. C'est cet effort collectif qui fait en sorte que cette Fédération demeure forte, crédible et prête pour ce qui s'en vient.

Alors que nous nous tournons vers l'année à venir, nous le faisons avec une vision claire. Nous nous engageons dans une ronde de négociation difficile avec un gouvernement progressiste-conservateur majoritaire au troisième mandat, qui a démontré à maintes reprises sa volonté d'affamer l'éducation publique des ressources dont elle a besoin. Les défis devant nous sont réels et importants.

Mais notre force l'est tout autant.

Cette année a réaffirmé une vérité simple. Lorsque nous faisons front commun—entre catégories d'emploi, entre communautés et partout dans la province—nous sommes plus forts. Tant que nous resterons ancrés dans notre engagement commun envers les élèves et les uns envers les autres, les uns envers les autres, OSSTF/FEESO continuera de relever chaque défi et de défendre un système d'éducation publique qui sert véritablement les élèves, les travailleuses et travailleurs et les communautés partout en Ontario.

En toute solidarité,



Martha Hradowy
Présidente, OSSTF/FEESO



RAPPORT DU **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

L'année 2025-2026 de la Fédération a été marquée par la croissance interne, la mobilisation et le renforcement, dans un contexte de bouleversements considérables en éducation publique. OSSTF/FEESO a accueilli une nouvelle unité de négociation du personnel professionnel des services à l'élève, s'est lancé dans une campagne de mobilisation des Membres créative, stratégique et couronnée de succès, et a continué à perfectionner et à élargir notre éventail solide de programmes, de ressources et de soutiens destinés aux dirigeant(e)s locaux et aux Membres, tout en poursuivant le travail quotidien de défendre les intérêts et les droits des Membres, et en se préparant à une ronde de négociations difficile avec les conseils scolaires sous un troisième mandat du gouvernement de Doug Ford.

Et ne vous méprenez pas : la ronde de négociations avec les conseils scolaires de 2026 sera difficile. Le sous-financement intentionnel de l'éducation publique par ce gouvernement est un choix politique délibéré qui compromet un bien public fondamental, de la maternelle/jardin d'enfants à l'université. Malgré le discours trompeur du gouvernement concernant les investissements « historiques », le financement par élève rajusté en fonction de l'inflation a fortement diminué depuis 2018, laissant les conseils scolaires avec un déficit cumulatif de plus de 6 milliards \$ et les obligeant à réduire le personnel, les programmes et le soutien aux élèves ayant des besoins particuliers. Ce modèle de négligence systémique a engendré des effectifs de classe plus élevés, une hausse de la violence dans les écoles et des infrastructures en ruine, y compris un retard dans les réparations se chiffrant dans les dizaines de milliards \$. Dans le secteur postsecondaire, le gouvernement a passé des années à priver les collèges et les universités d'un financement public stable, engendrant une crise que les récentes

annonces de financement feront peu pour remédier. Les changements apportés à l'aide aux étudiant(e)s et la hausse des frais de scolarité qui en découlent risquent de transférer encore plus de coûts aux familles qui sont les moins en mesure de les payer, ce qui accentuera les inégalités et compromettra la mobilité sociale et la compétitivité économique des générations futures.

Les préparations pour la ronde de négociations 2026 avec les conseils scolaires ont réellement commencé à la RAAP 2024, avec la création de deux groupes de travail chargés d'étudier l'intérêt d'une collaboration plus étroite avec d'autres syndicats du secteur de l'éducation, dans le cadre de négociations centrales, des efforts qui ont directement mené à l'amélioration des pratiques de communication et de stratégie actuellement en vigueur entre les syndicats en éducation de l'Ontario. Les préparations aux négociations de l'année en cours ont débuté par le sondage sur les priorités de négociations, qui a été lancé dans le cadre d'une campagne de mobilisation des Membres innovatrice et pluriannuelle et qui a enregistré des taux de réponse records de la part des Membres pour le sondage en ligne.

En effet, OSSTF/FEESO a fait de la mobilisation et l'engagement des Membres un pilier central de sa stratégie d'organisation, cherchant délibérément à approfondir l'engagement et à renforcer un pouvoir durable dans les lieux de travail et les communautés. Par le biais de son plan d'action stratégique, la Fédération a investi dans des organisatrices et organisateurs communautaires et de membres dévoués, du personnel en organisation régionale et de nouveaux outils de communication conçus pour faire passer les membres d'un soutien passif à une participation active aux campagnes et aux élections. Le pilier « Mobiliser les membres et engager les communautés » d'OSSTF/FEESO vise à former les membres, à soutenir la planification des campagnes locales, à coordonner les événements de sensibilisation et à renforcer notre capacité à personnaliser la sensibilisation et à transformer rapidement l'inspiration en action.

Ces efforts de mobilisation renforceront la capacité de la Fédération à négocier et à influencer de façon pertinente le paysage politique en 2026 et au-delà, en augmentant l'implication et l'engagement des dirigeant(e)s et des membres locaux. Ces efforts de mobilisation renforceront la capacité de la Fédération à négocier et à influencer de manière significative le paysage politique en 2026 et au-delà, en augmentant l'implication et l'engagement des dirigeants et des membres locaux.

En plus du travail crucial de préparation aux négociations et de mobilisation des membres, OSSTF/FEESO continue de faire avancer et d'enrichir la gamme complète de services que le Bureau provincial offre aux dirigeant(e)s et aux membres dans toute la province. Cette année, les efforts visant à lutter contre la prévalence de la violence et les problèmes de santé mentale dans nos lieux de travail se sont poursuivis, en s'appuyant sur le travail déjà accompli, notamment le document d'orientation sur l'établissement de communautés scolaires plus sûres. Plus tard cette année, OSSTF/FEESO deviendra officiellement un fournisseur de cours de qualification additionnelles, renforçant ainsi la capacité de la Fédération à fournir des ressources et à soutenir ses membres.

La Fédération a également poursuivi son travail en matière d'équité, de lutte contre le racisme et de lutte contre l'oppression. Depuis l'adoption du *Plan d'action pour soutenir l'équité, la lutte contre le racisme et la lutte contre l'oppression* en 2021, la Fédération a adopté une approche soutenue et intentionnelle pour cerner et éliminer les obstacles systémiques qui ont un impact sur l'engagement, la participation, la représentation et les conditions de travail des membres. À la grandeur de la Fédération, d'importants efforts continuent à être déployés pour assurer la représentation intentionnelle des Premières Nations, des Métis, des Inuits et (ou) des membres à la recherche d'équité, dans tous les

aspects du travail de la Fédération. OSSTF/FEESO travaille également en collaboration avec des organismes communautaires, des partenaires syndicaux et des intervenant(e)s en éducation pour faire avancer l'équité, la lutte contre le racisme et la lutte contre l'oppression au sein de l'éducation financée à même les deniers publics et dans l'ensemble du mouvement syndical. Ce travail est guidé par le *Plan d'action pour soutenir l'équité, la lutte contre le racisme et la lutte contre l'oppression*, et les membres sont encouragés à se référer au Plan d'action pour obtenir un aperçu plus complet des initiatives de la Fédération en matière d'équité, de lutte contre le racisme et la lutte contre l'oppression, y compris les actions détaillées, les échéanciers et les secteurs de responsabilité.

Tout au long de l'année, OSSTF/FEESO a consolidé ses relations avec les organismes et groupes d'intervenants alliés. Nous avons apporté notre voix et notre expertise aux activités de défense des intérêts et autres travaux entrepris par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, le Congrès du travail du Canada et la Fédération du travail de l'Ontario, et nous avons continué à développer et à renforcer nos alliances auprès d'un large éventail d'intervenant(e)s partageant les mêmes idées.

Tout ce travail n'aurait pas été possible sans le leadership dévoué de l'équipe de la haute direction : Dave Barrowclough, directeur général adjoint; feu Joel Duff, directeur général adjoint; Gary Fenn, directeur général adjoint par intérim; Chris Goodsir, ancien secrétaire général, et Jim Spray, secrétaire général adjoint/chef des finances

Nous remercions également les directrices et directeurs—Jessica Burnie, Troy Cluff, Jennifer Ojalammi, et Lamia Sabbagh—et l'équipe de l'administration : Lee Anne Gulyas, Lisa Hunt, Kamal Kaur, Randi Macdonald, Giovanna Papatheodorou, Karyn Purdy et Lisa Rogers. Nous tenons également à remercier : Zoe Vander Doelen, directrice des Ressources humaines; Jason Westmaas, directeur de la TI; et Marcello Gulla, responsable des opérations.

Le Bureau provincial a été profondément attristé par le décès du secrétaire général adjoint, Joel Duff. Son leadership, son engagement et son caractère chaleureux nous manquent énormément. Nous tenons également à rendre hommage à Diane Saint-Pierre, décédée récemment, qui a fait preuve d'un grand dévouement comme traductrice, lors de ses nombreuses années au sein de la Fédération.

Cette année a été marquée par de nombreux changements de personnel au Bureau provincial. Nous transmettons nos meilleurs vœux à celles et ceux qui ont pris leur retraite : Fiorina Ditta, Lenny Sookrit, Tracey Germa, Chris Goodsir, Randi Macdonald, Steven Newstead et Kimberly Theriault. Nous sommes également heureux d'accueillir de nouveaux membres de l'équipe, ainsi que celles et ceux qui nous reviennent, notamment Heather Bamford (temporaire), Carole-Anne Boisvert, Allison Cillis, Connie Chiu, Diane Epassa, Gary Fenn, Daryl Jerome, Eric Laberge, Marlene Mai, Shane Stagg, Meena Sankarkumar (stagiaire en droit), Andrew Revesz (temporaire), Shafiq Aziz (temporaire), Erin Leonard (temporaire) et Bill Hewitt (temporaire).

En toute solidarité,

A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

Vaino Poysa

General Secretary, OSSTF/FEESO

SERVICES

OPÉRATIONNELS

◆ Sommaire financier



SOMMAIRE FINANCIER

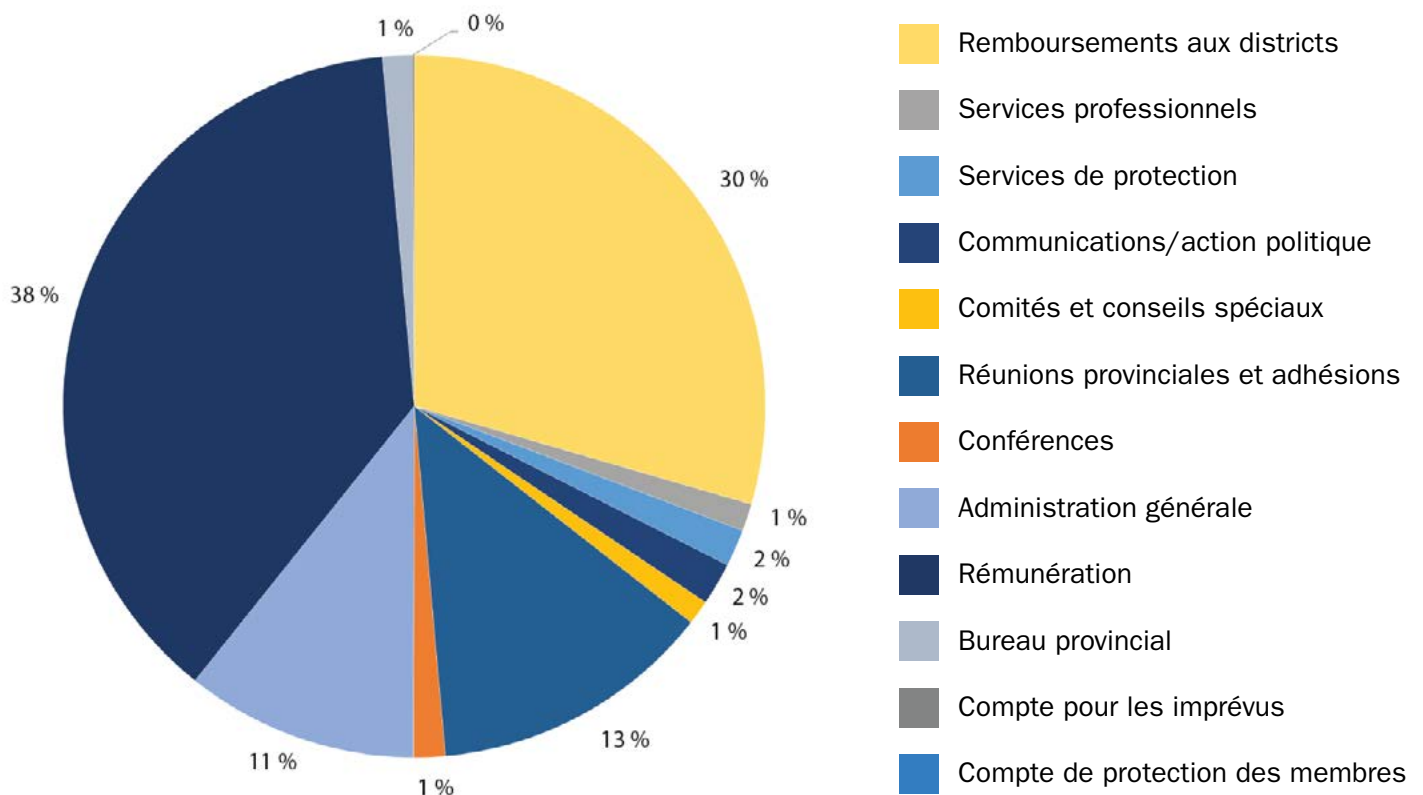
COMPTE GÉNÉRAL D'OSSTF/FEESO

Le Compte général reçoit les revenus des cotisations perçues des membres et sert à payer le fonctionnement du Bureau provincial d'OSSTF/FEESO, notamment les remboursements aux districts, comités, conseils, groupes de travail, réunions, conférences, administration et rémunération.

Les revenus de cotisation perçus sont en deux éléments : la cotisation des membres à 1,3 % et un prélèvement spécial de 0,3 %. Le prélèvement spécial est dédié au Compte de protection des membres (CPM) et demeure en vigueur jusqu'à ce que le solde projeté dans le CPM dépasse 140 millions \$.

Le transfert au CPM pour l'exercice 2024-2025 comprenait également 1,2 million \$, ce qui dépassait le transfert prévu au budget de 1,1 million \$.

Dépenses au compte général



État des revenus, des dépenses et de l'excédent
Pour l'année se terminant le 30 juin 2025

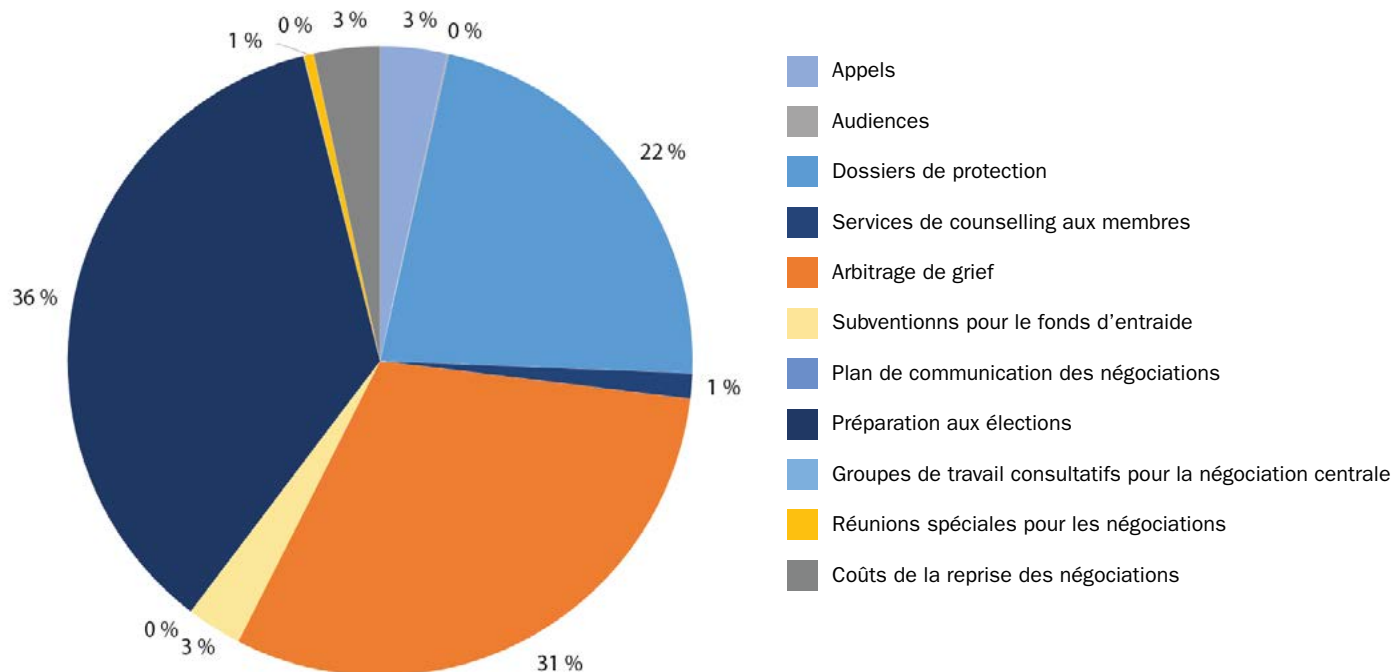
	2025 Réal	2025 Budget	2024 Réal
Revenu			
Cotisations des membres	\$ 60,247,226	\$ 59,200,000	\$ 66,771,855
Prélèvement spécial	13,857,037	13,662,000	15,362,594
Répartition des revenus - Fonds de placement interne	295,622	50,000	332,520
Revenus de placement et divers	1,023,681	250,000	838,905
	75,423,566	73,162,000	83,305,874
Dépenses			
Remboursements aux districts	18,568,348	17,257,000	18,368,609
Services professionnels	789,417	812,401	839,355
Services de protection	1,073,685	1,143,105	1,193,324
Communications/action politique	1,234,803	1,658,403	1,452,305
Comités et conseils spéciaux	706,173	799,560	580,685
Réunions provinciales et adhésions	8,201,096	7,615,502	7,932,880
Conférences	914,813	884,255	1,067,388
Administration générale	6,730,498	5,747,501	6,016,480
Rémunération	23,794,865	21,587,000	20,738,977
Bureau provincial	863,478	710,000	392,299
Compte pour les imprévus	52,237	155,273	62,921
	62,929,413	58,370,000	58,645,224
Excédent des revenus sur les dépenses avant les transferts	12,494,154	14,792,000	24,660,650
Transferts			
Compte de protection des membres - prélèvement spécial	(13,857,037)	(13,662,000)	(15,362,594)
Compte de protection des membres	(1,233,036)	(1,130,000)	(9,078,056)
	(15,090,073)	(14,792,000)	(24,440,650)
Excédent des revenus sur les dépenses	(2,595,920)	-	220,000
Excédent, début de l'année	5,450,000	-	5,230,000
Excédent, fin de l'année	\$ 2,854,080	\$ -	\$ 5,450,000

COMPTE DE PROTECTION DES MEMBRES d'OSSTF/FEESO

Conformément aux Règle d'OSSTF/FEESO, le Compte de protection des membres (CPM) finance la protection des droits individuels et collectifs. Les dépenses du CPM peuvent inclure des coûts liés à : la sécurité d'emploi, les conditions de travail, les avantages sociaux, les pensions, les salaires, les griefs et les arbitrages, les indemnités de grève, les procédures judiciaires dans les ordres professionnels, les procès, les coûts de négociation et les activités de préparation aux élections.

Les fonds couvrent également les coûts liés à la reprise par le Bureau provincial d'OSSTF/FEESO de la responsabilité des négociations pour des unités de négociation. Le trésorier d'OSSTF/FEESO présente le solde du compte à chaque réunion du Conseil provincial.

Dépenses aux compte de protection des membres



Relevé des revenus, des dépenses et de l'excédent

Pour l'année se terminant le 30 juin 2025

2025

Réal

2025

Approbations

2024

Réal

Revenu

Répartition des revenus - Fonds de placement interne

\$ 2,643,880**\$ 2,967,491**

Dépenses

\$ 453,000

Appels

338,807**20,000**

365,128

Audiences

7,985**2,935,000**

38,291

Dossiers de protection

2,166,450**175,000**

2,648,559

Services counseling aux membres

127,354**3,000,000**

117,728

Arbitrage de grief

3,000,000**500,000**

2,675,000

Subventions pour le fonds d'entraide

280,604**1,000,000**

476,928

Plan de communication des négociations

-**3,500,000**

284,304

Préparation aux élections

3,500,000**50,000**

450,000

Groupes de travail consultatifs pour la négociation centrale

2,926

194,459

Réunions spéciales pour les négociations

49,940**200,000**

983,265

Coûts de la reprise des négociations

335,263**-**

2,783,054

Rajustement de l'année précédente

-**-****-****9,809,329****\$ 11,833,000****11,016,716**

Excédent des revenus sur les dépenses avant transferts

(7,165,449)**(8,049,225)**

Transferts

13,857,037

15,362,594

Compte général - Prélèvement spécial

1,130,000

9,002,431

Compte général

103,036

75,625

Compte pour les imprévus

15,090,074**24,440,650**

Excédent des revenus sur les dépenses

7,924,625

16,391,425

Excédent, début de l'exercice

115,400,309**99,008,884**

Excédent, fin de l'exercice

\$ 123,324,934**\$ 115,400,309**

SERVICES OPÉRATIONNELS

- ◆ Secteur des communications/action politique
- ◆ Secteur des services éducatifs



SECTEUR DES COMMUNICATIONS/ ACTION POLITIQUE BILAN DE L'ANNÉE

Au cours de la dernière année, le Secteur des communications/action politique (C/AP) a mené un effort coordonné et stratégique visant à renforcer l'engagement des membres, moderniser les communications, appuyer les dirigeant(e)s locaux et préparer la Fédération à une ronde complexe de négociations centrales et locales. À la suite de la réélection du gouvernement Ford pour un troisième mandat en février 2025, cette période a été marquée par des avancées importantes en matière de mobilisation des membres, de renforcement des capacités internes et de défense des intérêts politiques—le tout fondé sur une collaboration étroite entre les services, le Bureau provincial et les dirigeant(e)s locaux. Nous nous sommes réjouis de l'arrivée de trois organisatrices et organisateurs temporaires à la négociation pour appuyer ces efforts.

Renforcement de la préparation à la négociation et de l'engagement des membres

Un axe central de l'année a été le lancement et la mise en œuvre du sondage sur la négociation centrale, constituant la phase 1 de la campagne provinciale de mobilisation pour la négociation. À compter de septembre 2025, le service a déployé une stratégie complète de sensibilisation et d'engagement afin d'assurer une large participation dans toutes les unités de négociation visées par la *Loi sur la négociation collective dans les conseils scolaires* (LNCCS).

Les membres ont été invités à répondre au sondage par une approche multicanal comprenant des visites en personne dans les lieux de travail, des rappels numériques, des messages textes, des fiches d'information d'une page, des assemblées publiques et des images graphiques pour médias sociaux. Les dirigeant(e)s locaux ont joué un rôle essentiel, utilisant à la fois des stratégies d'engagement en milieu de travail et des outils numériques afin de s'assurer que les membres comprenaient l'objectif du sondage et son importance dans l'établissement des priorités de négociation. Ces efforts ont mené à un niveau d'engagement exceptionnel, démontrant un engagement précoce envers la préparation à la négociation collective.

Pour soutenir ce travail, le Bureau provincial a mis sur pied le Fonds de mobilisation pour les négociations locales, fournissant des ressources aux districts et aux unités de négociation afin d'appuyer les campagnes de contact auprès des membres, les conversations en milieu de travail et les initiatives d'organisation. Le fonds a appuyé des activités telles que des incitatifs à la participation au sondage, du matériel de campagne local, des activités visant à accroître la sensibilisation et la capacité d'action des membres. Les organisatrices et organisateurs régionaux ont également joué un rôle clé en coordonnant les activités de sensibilisation et en



appuyant les dirigeant(e)s locaux dans la collecte de données et le développement du leadership.

À mesure que les résultats du sondage ont été analysés, le service a préparé des résumés de haut niveau pour les prochaines rencontres des présidences ainsi que des négociatrices et négociateurs en chef. Les travaux ont également débuté sur les requêtes centrales et les documents préparatoires afin de veiller à ce que les unités de négociation abordent la prochaine étape des négociations avec des données claires, fondées sur la voix des membres, et un message stratégique commun.

Développement de la campagne de mobilisation et organisation interne

Parallèlement à la mise en œuvre du sondage, le service a poursuivi le développement de la campagne élargie de mobilisation des membres, qui orientera les efforts d'organisation tout au long du cycle de négociation. Cela comprenait :

- l'élaboration de guides de messages internes pour les dirigeant(e)s;
- la mise en place de calendriers coordonnés de communications internes;
- l'appui au travail interservices afin d'harmoniser les messages et les actions à l'échelle de la Fédération;
- la création d'outils stratégiques de sensibilisation, notamment des scripts pour le *Call Hub*, des plans de messages par texte et des modèles de plans d'action locaux;
- l'offre de formations et de soutien aux dirigeant(e)s locaux, y compris des séances sur les communications en période de négociation, les principes de base de l'organisation et les tactiques d'engagement.

La campagne de mobilisation a également mis l'accent sur le renforcement de la solidarité grâce à des communications coordonnées, afin que les membres reçoivent des messages clairs et cohérents lors des étapes aux enjeux élevés, telles que l'approbation de la requête centrale, les mises à jour de négociation et toute éventuelle escalade des actions.

Stratégie de communication, discours public et modernisation numérique

Le service a poursuivi l'affinement et la mise en œuvre de la Stratégie de communication et d'organisation, afin de s'assurer que les membres, le personnel et le public soient informés et mobilisés tout au long du processus de négociation. Les éléments clés comprenaient :

- le maintien d'une discipline et d'une unité du message à tous les niveaux de la Fédération;
- la gestion du discours public sur le financement de l'éducation, les conditions de travail et d'apprentissage, et l'évolution des négociations;



- la diffusion de mises à jour provinciales et de ressources en temps opportun par des campagnes de courriels, des bulletins, le site Web d'OSSTF/FEESO et les plateformes numériques ainsi que l'intégration d'*Action Network* à nos plateformes numériques afin de renforcer l'organisation numérique et d'améliorer les données sur les membres;
- le soutien à l'engagement médiatique et à la défense publique au moyen d'outils de messages stratégiques, de matériel de réponse rapide et de campagnes coordonnées;
- le lancement de *Education Forum* : le Balado, offrant de nouvelles occasions de diffusion de contenu, allant des enjeux d'actualité aux mises à jour de négociation et aux messages de campagne. Les travaux se sont également poursuivis sur la modernisation numérique à long terme, notamment l'avancement du plan de refonte du site Web en plusieurs phases. Ce projet vise la création d'un portail centralisé pour les membres, regroupant communications, services en ligne et activités de campagne.

Les travaux se sont également poursuivis sur la modernisation numérique à long terme, notamment l'avancement du plan de refonte du site Web en plusieurs phases. Ce projet vise la création d'un portail centralisé pour les membres, regroupant communications, services en ligne et activités de campagne.

Le service continue d'assurer la gestion des canaux de communication existants :

- [Education Forum](#)
- [Bulletin d'information Update](#)
- les médias sociaux [Facebook](#), [Instagram](#), [Bluesky](#), et [X](#)
- site Web : www.osstf.ca



Soutien aux unités locales, collaboration fédérative et travail en matière d'équité

Le secteur a poursuivi son solide appui aux dirigeant(e)s locaux en coordonnant des discussions stratégiques, en préparant des ressources pour les réunions régionales et en soutenant l'élaboration de plans d'action locaux. L'organisation était intégrée à plusieurs initiatives, avec un accent particulier sur :

- le renforcement des capacités locales en matière d'organisation et de communications durant les négociations;
- l'accès à la formation et au mentorat pour les nouvelles et nouveaux leaders;
- l'encouragement à la collaboration interdistricts et au partage des pratiques exemplaires.

Les considérations en matière d'équité ont été intégrées aux messages, à l'accessibilité du sondage, au développement du leadership, à la formation régionale des agentes et agents de lutte contre le racisme et contre l'oppression, ainsi qu'aux stratégies d'engagement des membres, contribuant ainsi à un environnement d'organisation plus inclusif.

Action politique, défense des intérêts et partenariats externes

Au cours de l'année, le secteur a collaboré avec l'Exécutif provincial, les comités et les partenaires du secteur de l'éducation dans le cadre d'initiatives d'action politique alignées sur les priorités d'OSSTF/FEESO. Cela comprenait l'envoi d'une délégation au congrès 2025 de la FTO, le soutien à des partenaires tels que le Centre canadien de politiques alternatives, la

Coalition ontarienne de la santé et *Harmony Movement* et la participation à la Fierté de Toronto et au Festival caribéen de Toronto.

Le personnel du secteur a également appuyé la planification stratégique d'événements régionaux du Comité des communications/action politique et le développement d'ateliers de l'Académie du leadership syndical (ALS), assurant l'alignement avec les priorités clés telles que la préparation à la négociation, l'engagement communautaire et la défense de l'éducation publique.

Notre travail visant à élargir et à consolider nos alliances s'est poursuivi grâce à des actions de solidarité auprès de syndicats en grève, tels que le STTP et les agentes et agents de bord d'Air Canada. Par ailleurs, les efforts de coalition et les contributions financières sont demeurés des priorités étroitement alignées sur nos orientations actuelles.

Cette année, OSSTF/FEESO a joué un rôle de parrain et d'organisateur dans la tenue de la première conférence Labor Notes (to be italicized) au Canada, la Toronto Troublemakers School (also to be italicized). Ce travail a réaffirmé l'engagement d'OSSTF/FEESO à placer l'organisme au cœur de la mobilisation de ses membres.

Relations gouvernementales

OSSTF/FEESO a poursuivi la mise en œuvre d'un programme coordonné de relations gouvernementales visant à approfondir les liens avec les décideuses et décideurs provinciaux et à renforcer les priorités de négociation fondées sur les membres, en s'appuyant sur un cadre renouvelé de communication et d'organisation.

Une « Semaine locale de lobbyisme » provinciale (du 20 au 23 mai 2025) a mobilisé les districts afin de rencontrer les député(e)s provinciaux dans leurs circonscriptions, à l'aide d'une trousse normalisée assurant un message cohérent sur le financement de l'éducation, les conditions de travail et d'apprentissage ainsi que le recrutement et la rétention. Afin de maintenir l'élan après l'élection, la Fédération a élaboré des documents et des modèles de lobbyisme postélectoraux (notamment des profils de député(e)s provinciaux et des notes d'information) pour orienter les démarches locales tout au long du cycle de négociation. Les activités de représentation ont visé l'ensemble des partis, à travers divers événements planifiés, notamment une réception sur l'éducation à Queen's Park organisée par les partenaires du secteur de l'éducation à la suite de la RAAP.

Des rencontres ont eu lieu avec des représentantes et représentants du gouvernement, du NPD de l'Ontario (opposition officielle), du Parti libéral de l'Ontario (troisième parti) et du Parti vert de l'Ontario, afin d'assurer que les priorités des membres soient communiquées directement à l'ensemble de l'échiquier politique.

La collaboration avec l'opposition officielle comprenait un appui à la campagne « Ne touchez pas à notre système d'éducation » du NPD de l'Ontario ainsi qu'à une tournée provinciale sur l'éducation, incluant des rencontres avec des parties prenantes le jour et des assemblées publiques en soirée. Les outils et ressources ont été diffusés par les canaux de la Fédération au



fur et à mesure de la confirmation des dates et des troussees. À l'interne, des protocoles clairs ont été établis afin de coordonner les communications avec les ministres, les député(e)s provinciaux et le personnel législatif, garantissant des séances d'information rapides et une représentation unifiée. En vue de la prochaine période, le plan d'OSSTF/FEESO harmonise les fenêtres d'intervention politique avec le calendrier parlementaire et le Plan d'action stratégique, en mettant l'accent sur des objectifs législatifs ciblés, la coordination inter-organisations et la préparation à une éventuelle intensification des campagnes. La Fédération a également assuré une veille des dossiers émergents—notamment le Projet de loi 33—et a mobilisé les coalitions sectorielles et les ressources disponibles afin de soutenir des interventions rapides et la mobilisation des membres. La contestation du Projet de loi 33 a notamment inclus la relance de la campagne #RedforEd, accompagnée de nouvelles actions et de nouveaux outils destinés au partage par les membres.

Perspectives

Alors que la Fédération progresse dans le cycle de négociation, le Service des communications/action politique demeure déterminé à veiller à ce que les membres soient informés, engagés et outillés. Le travail accompli cette année a jeté des bases solides pour l'action collective—fondées sur des données robustes, une coordination stratégique et la voix unie des membres à travers l'Ontario.

Grâce à nos stratégies de communication, à nos efforts d'organisation, à nos campagnes de mobilisation et à nos partenariats, nous continuons de soutenir le mandat d'OSSTF/FEESO : protéger et faire avancer l'éducation publique et renforcer le pouvoir collectif de nos membres.





SECTEUR DES **SERVICES ÉDUCATIFS**

Le Secteur des services éducatifs appuie la Fédération dans plusieurs domaines, notamment le perfectionnement professionnel, la formation syndicale, le mentorat en leadership, les ordres professionnels, les services de médiation, la santé mentale en milieu scolaire, la petite enfance, les qualifications, l'éducation technologique, le curriculum, l'évaluation des élèves, l'intelligence artificielle, la privatisation, les initiatives et politiques ministérielles, et bien d'autres. Par ailleurs, le personnel du Secteur a formulé des observations au ministère de l'Éducation et à diverses associations sur des questions en matière d'éducation; des membres du Secteur ont notamment participé à des réunions portant sur les mises à jour et la révision des programmes-cadres, la formation initiale à l'enseignement, la gouvernance en éducation et le Projet de loi 33, ainsi que sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Nouvelle cette année pour le Secteur et pour la Fédération : le programme de qualifications additionnelles (QA), dont le développement s'est poursuivi de façon soutenue tout au long de l'année syndicale 2025-2026.

Le personnel des Services éducatifs continue de suivre les activités de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, de l'Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance et de l'Ordre des métiers de l'Ontario, et d'en faire rapport à l'Exécutif quant à toute incidence pour les membres. OSSTF/FEESO joue un rôle actif dans le suivi des initiatives en santé mentale partout dans la province; du personnel du Secteur est affecté à la Coalition pour la santé mentale des enfants et des jeunes et à Santé mentale en milieu scolaire Ontario.

En plus des services ci-dessus, le personnel du Secteur des services éducatifs appuie plusieurs instances d'OSSTF/FEESO, notamment le Comité des services en langue française (CSLF), le Comité des services éducatifs (CSE), le Conseil parlementaire et constitutionnel (CPC) et le Conseil provincial, le Groupe de travail consultatif des personnes handicapées, le Groupe de travail consultatif sur l'engagement des nouveaux membres, le Groupe de travail consultatif des facultés d'éducation, ainsi que le Programme de mentorat en matière d'équité. La Banque de ressources en service de médiation (BRSM) a poursuivi son mandat de faire appel à une alternative pour le règlement des différends et la justice réparatrice en cas de conflit entre les membres; elle mène chaque année plus de 40 médiations entre membres.

Perfectionnement professionnel d'OSSTF/FEESO

Programme de qualifications additionnelles (QA)

OSSTF/FEESO est heureux d'élargir ses possibilités de perfectionnement professionnel pour les membres en devenant fournisseur de cours menant à une qualification additionnelle (QA). OSSTF/FEESO prévoit lancer sa première offre de cours de QA à compter de l'année syndicale 2026-2027 et, en préparation, développe une série de cours de QA durant l'année syndicale 2025-2026.

Common Threads

En juin 2025, la septième édition du projet d'élaboration de ressources pédagogiques d'OSSTF/FEESO sur la justice sociale mondiale et les enjeux critiques, *Common Threads*, a été publiée. La ressource curriculaire intitulée *Common Threads VII—Human Movement—Displaced Persons* (Le mouvement des êtres humains—les personnes déplacées) propose une collection prête à l'emploi de leçons et d'activités alignées sur le curriculum d'anglais de l'Ontario, organisée par matière et autour des thèmes « À la recherche de la sécurité », « Créer un lieu sécuritaire » et « Des communautés en évolution ». La ressource se trouve ici : <https://www.osstf.on.ca/resource-centre/curricular-materials-and-classroom-resources/common-threads>.

« Au-delà du code », Conférence des services éducatifs d'OSSTF/FEESO

En novembre 2025, le Comité des services éducatifs d'OSSTF/FEESO a tenu sa conférence biennale. Dans le cadre du thème de l'intelligence artificielle (IA) en éducation—tant du point de vue des répercussions sur le travail que du perfectionnement professionnel—des membres ont participé à des ateliers sur l'utilisation de l'IA dans leur travail. Ces ateliers ont été précédés d'une allocution d'ouverture captivante du Dr Phil McRae, Alberta Teachers' Association, puis d'une séance interactive utilisant des applications d'IA. Une table ronde ainsi que des ateliers ont été offerts par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, sous le thème *Impacts of Digital Technologies* (Répercussions des technologies numériques), ainsi que par le personnel et des responsables locaux d'OSSTF/FEESO *Mapping the Impact: Understanding AI: Our Work, Our Working Conditions* (Cartographier l'impact : comprendre l'IA, notre travail et nos conditions de travail); *Unlocking Productivity with Microsoft Copilot* (Libérer la productivité avec Microsoft Copilot); ainsi que *Empowering Educators with AI* (Outiller les éducatrices et éducateurs grâce à l'IA)



Conférence de l'Association canadienne des troubles d'apprentissage (ACTA)

En novembre 2025, l'ACTA a tenu sa conférence nationale annuelle, commanditée par OSSTF/FEESO. L'ACTA est le réseau pancanadien des associations de troubles d'apprentissage des provinces et territoires. Son travail consiste à promouvoir et à diffuser la recherche, notamment celle de chercheuses et chercheurs canadiens, et les meilleures pratiques pour comprendre les troubles d'apprentissage; cette année, ses activités ont culminé avec une conférence virtuelle nationale.

Subventions aux associations par matière

Chaque année, OSSTF/FEESO appuie les associations disciplinaires dans leurs efforts de perfectionnement professionnel destiné aux membres d'OSSTF/FEESO, en accordant des subventions pouvant atteindre 2 500 \$ chacune à toute association qui présente une demande répondant aux critères. Pour l'année syndicale se terminant en juin 2025, OSSTF/FEESO a accordé des subventions aux associations suivantes :

- *Council of Ontario Drama and Dance Educators (CODE)*
- *Ontario Family Studies Home Economics Educator's Association (OFSHEEA)*
- Association des enseignant.es des sciences humaines de l'Ontario (OHASSTA-AESHO)
- *Ontario Art Education Association (OAEA)*
- *Ontario Cooperative Education Association (OCEA)*
- Association des professeurs de sciences de l'Ontario (STAO)
- *Ontario Association for Developmental Education (OADE)*

Formation syndicale d'OSSTF/FEESO

Modules d'apprentissage en formation syndicale

Dans le cadre de l'examen de la formation syndicale, la formation d'OSSTF/FEESO a été structurée en modules de leadership syndical, qui serviront de fondation à une feuille de route d'apprentissage axée sur les compétences et conçue pour répondre aux besoins des membres à toutes les étapes de leur engagement et de leur parcours de formation syndicale. OSSTF/FEESO aura désormais accès à *Brightspace*, une plateforme d'apprentissage en ligne, afin d'offrir de la formation en ligne. Les membres pourront la suivre au moment qui convient le mieux à leur horaire et la reprendre au besoin une fois la formation terminée.

Négociation collective 2026 : livret de formation au leadership et liste de vérification

Afin de soutenir les dirigeant(e)s locaux dans le développement des compétences nécessaires pour appuyer la négociation au cours de la prochaine année et pour renforcer la capacité locale en matière de négociation, Un manuel de formation au leadership a été élaboré; il comprend une liste des possibilités de formation syndicale offertes tout au long de l'année, une liste de vérification ainsi qu'un plan d'apprentissage.

Recherche d'OSSTF/FEESO

Subvention de recherche sur les enjeux et priorités émergents

OSSTF/FEESO est fortement engagé à appuyer et à favoriser les pratiques fondées sur des données probantes en éducation publique. La Subvention de recherche d'OSSTF/FEESO sur les enjeux et priorités émergents accorde chaque année jusqu'à trois subventions de recherche, d'un montant maximal de 3 500 \$ chacune, pour soutenir la réalisation, la présentation et la publication de recherches à l'appui de l'éducation publique et de la lutte contre le racisme.



Au cours de l'année 2024-2025 de la Fédération, le thème a exploré la question du lien entre la formation des enseignantes et enseignants du secondaire de l'Ontario en matière d'intelligence artificielle générative (GenAI).

Durant l'année syndicale 2025-2026, le thème de recherche s'est concentré sur l'examen des façons de renforcer les structures de gouvernance dans les secteurs de la maternelle à la 12^e année et universitaire en Ontario, tout en protégeant leurs fondements démocratiques et la reddition de comptes communautaire.

Public Education Exchange (PEX) Network

Depuis 2023, le personnel d'OSSTF/FEESO soutient également le réseau Public Education Exchange (PEX)—un partenariat entre chercheuses/chercheurs, syndicats et organismes communautaires afin d'étudier et de contrer les processus de privatisation au Canada. Le PEX mène des activités de recherche et de mobilisation des connaissances pour défendre l'éducation publique au Canada et s'opposer à la privatisation. En mai 2025, le PEX a publié le rapport *Infinite Demands, Finite Resources : A Window into the Effects of Ongoing Underfunding and Trends of Privatization in Ontario Schools* (« Un aperçu des effets du sous-financement continu et des tendances à la privatisation dans les écoles de l'Ontario »), auquel le personnel de l'OSSTF/FEESO a participé, est accessible ici : <https://pexnetwork.ca/resource/infinite-demands-finite-resources-a-window-into-the-effects-of-ongoing-underfunding-and-trends-of-privatization-in-ontario-schools/>.

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO)—Demandes au titre de la Subvention de développement de partenariat (SDP) et de la Subvention Savoir

Le personnel des Services éducatifs siège au Groupe de travail du personnel sur la formation à l'enseignement. Le groupe de travail coordonne, par l'entremise de l'Exécutif de la FEO, des travaux fréquents de recherche et d'enquête avec de nombreux partenaires en éducation. En août 2025, la FEO a présenté au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) des demandes pour les subventions suivantes :

- Subvention de développement de partenariat : pour une vaste étude d'un an portant sur les occasions et les défis rencontrés par les enseignantes et enseignants qui supervisent les stages des personnes en formation à l'enseignement.
- Subvention Savoir : pour une étude quinquennale, selon une approche d'enquête appréciative, visant à explorer le perfectionnement professionnel des enseignantes et des enseignants en Ontario, dans une perspective internationale et comparative.



DIVISION DES SERVICES DE PROTECTION

- ◆ **Secteur des négociations et de la gestion des convention collectives**
- ◆ **Secteur de la protection des membres**

SECTEUR DES NÉGOCIATIONS ET DE LA GESTION DES CONVENTION COLLECTIVES

Le Secteur des négociations et gestion des conventions collectives a connu une année particulièrement active, notamment en raison des préparatifs liés à l'échéance des conventions collectives du secteur des conseils scolaires en août 2026.

Conformément au Plan d'action stratégique de la Fédération et aux diverses résolutions d'action adoptées à la RAAP 2025, le Secteur a travaillé à renforcer la collaboration avec les affiliés et les syndicats parties prenantes du secteur en vue de coordonner le processus de négociation collective. Par ailleurs, grâce aux efforts remarquables des dirigeant(e)s locaux, de l'Exécutif provincial, du personnel et avec l'adhésion des membres à la base, des sondages de négociation ont été déployés à l'automne auprès des membres avec beaucoup de succès. Cela a permis d'ancrer le contexte pré-négociation dans une mobilisation accrue des membres dès le début du processus.

Les sondages ont alimenté la finalisation des requêtes de négociation pour des pourparlers en vertu de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. À la date de rédaction du présent rapport, les requêtes cheminaient dans le processus d'approbation de la Fédération, lequel comprend des consultations auprès des groupes de travail consultatifs pour la négociation centrale ainsi que des réunions spéciales des présidences et des négociatrices et négociateurs en chef. Les requêtes sont sur le point d'être approuvées.

En dehors des négociations en vertu de la LNCCS, la plupart des unités de négociation du secteur universitaire ont des conventions qui expirent en 2027. Des négociations entre PSUO-SSUO et l'Université d'Ottawa étaient en cours au moment de la rédaction. Certaines conventions des consortiums de transport viennent à échéance en août 2026, tandis que celles des districts 18, 25 et 32 prennent fin en août 2027. Aucune des conventions des unités de négociation du district 34—*Independent Educational Programs* (Programmes éducatifs indépendants) n'expire au cours de l'année en cours.

En ce qui a trait à la gestion des conventions collectives, le personnel des Services de protection a rempli ses responsabilités au *Groupe de travail provincial-Santé et sécurité* et au *Comité de la main-d'œuvre diversifiée et inclusive des travailleuses et travailleurs en éducation*. Le personnel a aussi soutenu les sections locales face à un ensemble d'enjeux récurrents qui ne manqueront pas d'influencer la négociation collective. Notamment, les questions liées

à la gestion des congés de maladie, la sécurité d'emploi, l'effectifs de classe, la charge de travail, le jugement professionnel, la violence en milieu de travail, l'accès à l'information ou au financement pour la mise en œuvre des conventions, et la hausse des coûts des avantages sociaux.

À ces défis s'ajoute un contexte politique volatil créé par le ministre de l'Éducation, qui a multiplié les attaques ciblées contre les conseils scolaires et leur gouvernance. Plusieurs conseils se sont retrouvés sous la supervision du ministère au moment de la rédaction de ce rapport, créant des milieux précaires à l'échelle locale susceptibles d'avoir des répercussions supplémentaires sur la négociation dans le secteur des conseils scolaires. Le personnel suit l'évolution législative, a engagé le dialogue avec les employeurs et leurs agentes et agents de négociation à ce sujet et continue d'appuyer les sections locales dans la gestion de ces enjeux.

En plus des dossiers de négociation et de gestion des conventions collectives, le personnel des Services de protection a soutenu le renforcement des capacités et le développement des compétences des dirigeant(e)s locaux en mettant à jour, en animant ou en offrant de multiples activités de formation au cours de la dernière année. Ces activités ont eu lieu par la prestation de services sur le terrain et par les différentes structures des comités et conseils de la Division; elles ont notamment porté sur les préparatifs généraux à la négociation, la rédaction de sondages et de requêtes, et même une simulation de négociation collective.

Le personnel des Services de protection a également offert de la formation aux agent(e)s responsables de l'équité, de la lutte contre le racisme et de la lutte contre l'oppression dans le cadre du modèle régional de la Fédération et a continué de réaliser les tâches prévues au Plan d'action d'OSSTF/FEESO pour appuyer l'équité, la lutte contre le racisme et la lutte contre l'oppression. La Division a affecté du personnel à l'Équipe en matière d'équité interne de la Fédération et a intensifié, au cours de la dernière année, le soutien offert aux unités de négociation pour le maintien de l'équité salariale dans l'ensemble de la province. Le personnel a aussi rédigé un libellé type pour guider les sections locales dans la négociation de comités mixtes sur l'équité avec leurs employeurs, ainsi que des formulations et des ébauches de politiques visant à reconnaître la discrimination et le racisme comme dangers en milieu de travail.

Enfin, le Secteur a alimenté activement le contenu d'un nouveau portail en ligne destiné à l'archivage et à la consultation des conventions collectives de l'organisation. Ce portail entend optimiser la recherche en tirant parti des capacités de l'IA, afin de faciliter la production de résultats pertinents plus efficacement pour les dirigeant(e)s locaux comme pour le personnel, et d'économiser temps et ressources lors des recherches de libellé conventionnel.

Les activités du Secteur des négociations et gestion des conventions collectives au cours de la dernière année témoignent d'un engagement soutenu à faire avancer les intérêts des membres, à préserver les protections conventionnelles et à jeter les bases nécessaires pour défendre avec diligence les intérêts de négociation des membres au cours de la prochaine année.





SECTEUR DE **LA PROTECTION DES MEMBRES**

Le Secteur de la protection des membres est responsable de toutes les questions nécessitant une assistance juridique pour la représentation de nos membres. Bien que nous ayons l'obligation légale de représenter les membres dans les dossiers de griefs et d'arbitrages, nous offrons aussi à nos membres un large éventail de services qui dépassent nos obligations légales, notamment une aide juridique dans les affaires criminelles, les plaintes auprès des ordres professionnels, les questions d'équité salariale, les appels en matière d'assurance-emploi (AE), d'invalidité de longue durée (ILD) et auprès de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT/WSIB). Outre ces services, nos avocates et avocats défendent OSSTF/FEESO lorsqu'une plainte est déposée contre nous à la Commission des relations de travail de l'Ontario (OLRB/CRTO), au Tribunal des droits de la personne de l'Ontario (HRTD/TDPO) et, à l'occasion, devant les tribunaux civils.

Nous avons trois conseillères et conseillers juridiques internes (dont un avocat bilingue) et nous faisons également appel à plusieurs cabinets externes, comme Ussel Phillips Fellows Hopkinson, car le nombre de dossiers juridiques augmente chaque année.

En plus des dossiers dans lesquels elles et ils défendent directement l'OSSTF/FEESO et ses membres, nos juristes offrent divers ateliers à nos dirigeant(e)s locaux, l'été à l'Académie de leadership syndical (ALS) et au printemps à la conférence du Comité des services de protection (CSP), et elles et ils dispensent tout au long de l'année une formation de haut niveau aux membres du CSP. Ces juristes conseillent aussi, au besoin, les membres du secrétariat des Services de protection pour les enjeux qui surviennent sur le terrain.

Quand ces enjeux mènent au dépôt d'un grief, le Groupe de travail sur la protection des membres se réunit pour examiner et évaluer les griefs déposés localement qui n'ont pas pu être réglés à l'échelle locale. Le Groupe de travail sur la protection des membres est composé de membres du Secrétariat des services de protection qui appliquent les principes énoncés dans notre Politique pour l'approbation de l'assistance judiciaire, transmise chaque automne aux présidences. Le Groupe de travail sur la protection des membres déterminera si un grief est envoyé à l'arbitrage après un examen approfondi du dossier de grief, en tenant compte de la viabilité du grief, de l'importance que revêt le grief et de ses répercussions sur le membre ainsi que les intérêts légitimes d'OSSTF/FEESO.

Le Groupe de travail constate une hausse constante du nombre de griefs traités par le Bureau provincial au fil des ans. Il est de notoriété publique que le système d'arbitrage est lent en raison du volume de griefs déposés et du nombre relativement restreint d'arbitres disponibles; ainsi, il peut s'écouler de deux à trois ans entre le dépôt d'un grief et la première audience.

Le Bureau provincial a entrepris plusieurs démarches pour remédier à cette situation. L'une de ces décisions est un projet pilote d'arbitrage simplifié négocié à la table centrale Personnel enseignant/enseignant suppléant lors de la dernière ronde de négociation. La *Ontario Public School Board Association (OPSBA)* et le personnel du Bureau provincial ont récemment convenu des modalités de ce protocole d'arbitrage simplifié et l'ont mis en œuvre avec un conseil et une unité de négociation volontaires à compter du présent exercice. Le projet pilote s'échelonne sur deux ans et, une fois les résultats analysés, pourrait être étendu à d'autres unités.

Une autre façon de s'attaquer à la hausse des arbitrages consiste à offrir, avec l'appui du Comité des services de protection, des ateliers qui outillent les dirigeant(e)s locaux sur les aspects juridiques de la procédure de grief, afin qu'elles et ils soient mieux en mesure de négocier des règlements avec l'employeur au besoin et, à défaut, de constituer des dossiers solides étayés par la preuve pour présenter des causes gagnantes en arbitrage.

Dans le même ordre d'idées, la composante juridique d'OSSTF/FEESO a remporté récemment plusieurs succès publics en contestant des lois adoptées par le gouvernement de l'Ontario au détriment de l'éducation publique et de nos membres. Le Projet de loi 124, qui imposait un plafond de 1 % par année sur les hausses de rémunération pour l'ensemble des employées et employés du secteur public pendant trois ans, a été contesté par OSSTF/FEESO (avec nos affiliés du secteur de l'éducation) et déclaré inconstitutionnel. Cette décision a été en grande partie confirmée en appel et, à la suite de ce litige, OSSTF/FEESO a pu faire en sorte que ses membres du secteur des conseils scolaires reçoivent, au plus tard à la fin de l'année scolaire 2023-2024, une réparation pour l'atteinte à leurs droits garantis par la Charte canadienne des droits et libertés. Cette décision a également servi de levier pour certaines de nos unités de négociation hors du cadre de la *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires* lors de la négociation de mesures réparatrices.

Un autre litige fructueux était celui sur la contestation du Projet de loi 254, Loi de 2021 sur la protection des élections en Ontario, qui modifiait la Loi sur le financement des élections afin d'imposer des plafonds de dépenses préélectorales pour la publicité politique, restreignant fortement la capacité des tiers (dont les syndicats) de mener des campagnes axées sur les enjeux dans l'année précédant une élection à date fixe. *Working Families*, OSSTF/FEESO et les autres affiliés ont intenté des contestations constitutionnelles distinctes devant la Cour supérieure, soutenant notamment que le Projet de loi 254 violait la liberté



d'expression garantie à l'article 2b) de la Charte. Nous avons eu gain de cause et la loi a été invalidée, mais le gouvernement Ford a rétabli ses dispositions en invoquant la disposition de dérogation dans une loi subséquente : Le Projet de loi 307, la *Loi de 2021 visant à protéger les élections et à défendre la démocratie*. OSSTF/FEESO a porté l'affaire jusqu'à la Cour suprême du Canada, qui a finalement rejeté l'appel du gouvernement et conclu que les plafonds de dépenses préélectorales imposés par le Projet de loi 307 violaient l'article 3 de la Charte et ne pouvaient être justifiés en vertu de l'article 1.

Par ces litiges récents contre les lois de restriction salariale et contre les limites imposées à l'activité politique des syndicats, OSSTF/FEESO a joué un rôle de chef de file en faisant évoluer l'interprétation des droits garantis par la Charte dans un sens plus large et plus englobant, s'opposant aux interventions gouvernementales nuisibles aux travailleuses et travailleurs et à la démocratie.



Ordres professionnels

Le personnel de la Division des Services de protection a représenté de nombreux membres dans des dossiers d'allégations d'inconduite devant leurs ordres professionnels, notamment l'Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance, l'Ordre des psychologues de l'Ontario, l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario et l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OEEO/OCT).



On observe une hausse du nombre de dossiers de plaintes auprès d'ordres professionnels : 87 dossiers ouverts en 2025, comparativement à 79 en 2024.

OSSTF/FEESO a fourni une assistance juridique dans la majorité de ces dossiers, mais les refus d'assistance juridique ont également augmenté à mesure que des plaintes étaient déposées auprès d'un ordre professionnel pour des comportements sans lien avec l'emploi. Les tendances en matière de plaintes incluent une augmentation de :

- plaintes liées aux médias sociaux;
- enjeux d'expression géopolitique;
- abus de crédits d'absence (allégations d'utilisation frauduleuse de congés de maladie).

L'OEEO/OCT introduira en 2026 un nouveau processus pour traiter les plaintes patronales de faible gravité, et OSSTF/FEESO s'attend à ce qu'il permette de traiter plus adéquatement un certain nombre de plaintes pour lesquelles l'employeur a déjà mené une enquête approfondie.

OSSTF/FEESO a aussi fait part à l'OEEO de préoccupations concernant des plaignantes et plaignants vexatoires ou répétitifs. L'OEEO et les autres ordres professionnels sont tenus d'enquêter sur toutes les plaintes du public, même répétées. La liberté d'expression est reconnue par l'OEEO, mais les membres peuvent attirer l'attention des organismes de réglementation ou faire l'objet de mesures disciplinaires patronales.

Organisation

Nous sommes très heureux d'annoncer que notre plus récente campagne de recrutement a été couronnée de succès. Le personnel a lancé activement, en novembre 2024, une campagne pour recruter un groupe de travailleuses et travailleurs PPSÉ au *Ottawa Catholic School Board*. Ce ne fut pas une campagne facile, car l'employeur s'est tout autant activé pour dissuader ce groupe de se syndiquer. OSSTF/FEESO a maintenu une position cohérente et de principe, transparente et franche, et a finalement réussi malgré des tactiques très agressives de bris syndical utilisées par l'employeur. Nous avons accueilli notre nouvelle unité de négociation OCSB D25 PPSÉ le 11 septembre 2025. Nous avons reçu son certificat intégral de la CRTO/OLRB le 24 novembre 2025.

Santé et sécurité

La santé et la sécurité (SS) sont un enjeu prioritaire pour OSSTF/FEESO et ses membres. La Division des Services de protection appuie les membres et les unités de négociation locales dans le traitement de leurs préoccupations en SS. Ce travail comprend la rédaction de libellé conventionnel en matière de SS, le soutien relatif aux refus de travail et l'aide pour l'ensemble des questions de SS, notamment les inspections des lieux de travail, les visites du ministère du

Travail, la violence en milieu travail, les dangers en milieu de travail, les blessures au travail et les comités mixtes sur la santé et sécurité au travail (CMSST/JHSC). Tout au long de l'année, des formations sur le terrain sont offertes, au besoin, aux membres et aux unités de négociation locales sur un vaste éventail de sujets en SS.

La violence en milieu de travail est particulièrement préoccupante. Les membres constatent une hausse des incidents dans leurs écoles et milieux de travail et, avec leurs dirigeant(e)s locaux, cherchent des outils et ressources pour créer des milieux plus sûrs. Pour répondre à ces besoins, l'équipe interne des communautés scolaires plus sûres a été mise sur pied. Dirigée par un membre du Service de protection, cette équipe met à profit l'expertise variée du Bureau provincial en réunissant du personnel issu de chacun de nos services. Les objectifs de l'équipe incluent la création d'un ensemble de ressources destinées à appuyer les dirigeant(e)s locaux et les membres, afin de renforcer leur capacité à défendre efficacement la santé et la sécurité au travail.

En première étape, l'équipe des communautés scolaires plus sûres du Bureau provincial a mené un sondage auprès des dirigeant(e)s locaux afin de cerner leurs besoins en matière de santé et sécurité (SS) et de violence en milieu de travail. Ce sondage a été envoyé directement aux personnes chargées des questions de santé et de sécurité au travail dans leurs sections locales. Ce sondage a été transmis directement aux personnes responsables des dossiers de SS dans leurs instances locales. Le sondage demandait aux districts et unités de négociation d'aider l'Équipe à déterminer quels matériels de formation et ressources fonctionnent bien, lesquels doivent être révisés ou améliorés, et quelles nouvelles ressources sont nécessaires.

Les objectifs de l'équipe ont été partagés avec le Comité sur la santé et la sécurité/*Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, afin de solliciter son expertise et de travailler de concert pour faire avancer ces objectifs. Le Comité sur la santé et la sécurité/*Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* a accueilli favorablement la possibilité de contribuer à l'élaboration de ressources et au partage accru d'information dans l'organisation sur la santé et sécurité et la violence au travail.

Un autre groupe de travail composé de membres du personnel du Bureau provincial a été mis sur pied pour aborder la discrimination et le racisme au travail sous l'angle de la santé et de la sécurité. Comme la violence ou le harcèlement en milieu de travail, la discrimination crée des conditions susceptibles de nuire au bien-être physique et psychologique des travailleuses et travailleurs. Reconnaître la discrimination et le racisme comme dangers en matière de santé et sécurité garantirait leur traitement dans le même cadre axé sur la prévention. Cette équipe est codirigée par un membre du Service de protection et la coordonnatrice de l'équité, de la diversité et de l'inclusion. Parmi les objectifs de cette équipe figurent notamment : assurer la liaison avec la Fédération du travail de l'Ontario (FTO/OFL) au sujet de modifications potentielles à la Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST/OHSA), collaborer avec nos contacts à la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP/OHRC) pour soutenir le plaidoyer et négocier du libellé conventionnel reconnaissant explicitement la discrimination et le racisme comme dangers en milieu de travail.

Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)

Le Secteur des négociations et gestion des conventions collectives d'OSSTF/FEESO, conformément à la Politique pour l'approbation de l'assistance judiciaire, offre du soutien aux districts, aux unités de négociation et aux membres qui rencontrent des difficultés liées aux demandes auprès de la CSPAAT. Si la



majorité de ce soutien consiste à interjeter appel des refus de la CSPAAT visant des demandes légitimes de membres, on observe depuis quelques années une hausse des dossiers ouverts pour appuyer des appels initiés par l'employeur lorsqu'une demande de prestations d'un membre a été acceptée par la CSPAAT. Dans le cadre de ce service à valeur ajoutée, OSSTF/FEESO collabore avec un cabinet de parajuristes spécialisé exclusivement dans les appels à la CSPAAT afin d'assurer une part importante du soutien juridique additionnel requis.

Au cours de la dernière année, en partie en raison de la grève des travailleuses et travailleurs de la CSPAAT, le processus de la CSPAAT est devenu plus long, et l'obtention des dossiers—voire parfois des décisions—s'est révélée difficile. L'arriéré dans le système de la CSPAAT est évident pour nos membres, ainsi que pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs blessés, qui subissent des conséquences supplémentaires en raison des retards injustifiés dans l'accès aux prestations pour des blessures liées au travail—des prestations qui devraient pourtant être accordées conformément au principe d'indemnisation sans égard à la faute, sur lequel la CSPAAT a été fondée.

Équité salariale

Le Membre du Secrétariat des services de protection continue de soutenir les sections locales et les unités de négociation dans la réalisation de leurs obligations en matière d'équité salariale, grâce à des formations, à une coordination centralisée et à un soutien direct sur le terrain. Les membres du personnel du Secrétariat ont suivi une formation avancée sur l'équité salariale avec Karen Ensslen (UPFH), ce qui a renforcé l'expertise interne et garantit une orientation cohérente à travers les différentes unités de négociation.

Le Bureau provincial continue d'apporter une assistance continue aux unités locales, qui se trouvent à divers stades du processus d'équité salariale, avec une attention particulière portée aux activités de maintien. Ce soutien comprend des formations pour les titulaires de poste appelés à remplir les questionnaires d'analyse du poste; des conseils pour les représentant(e)s syndicaux et patronaux siégeant aux comités mixtes d'évaluation des emplois; ainsi qu'une éducation générale sur l'équité salariale destinée aux dirigeant(e)s locaux et aux membres.

L'éducation sur l'équité salariale demeure une priorité au sein de la Division. Des ateliers en ligne et en présentiel ont été offerts aux dirigeant(e)s locaux par l'intermédiaire du Comité des services de protection, de l'Académie de leadership syndical et de l'Académie de formation syndicale, afin de renforcer l'engagement des membres et de bâtir leurs capacités.

À l'interne, le personnel du Secrétariat coordonne les travaux liés à l'équité salariale via le Groupe de travail interne sur l'équité salariale, en mettant l'accent sur le suivi, la documentation et les rapports cohérents. De nouveaux outils sont en cours de mise en œuvre pour améliorer la supervision interne et le suivi en temps réel des activités en matière d'équité salariale dans toutes les unités de négociation.

Même si le Bureau provincial demeure disponible pour fournir un soutien direct, la Division continue de se concentrer sur le renforcement des capacités locales, afin que les unités de négociation soient mieux préparées à gérer leurs obligations en matière d'équité salariale de façon proactive et en parallèle avec les priorités de négociation collective.

Pensions

Les pensions et la sécurité de la retraite demeurent une priorité pour nos membres et pour tous les Canadiennes et Canadiens. Les régimes de retraite à prestations déterminées constituent la meilleure option pour assurer une vie dans la dignité et l'indépendance financière à la retraite. Avec les employeurs du secteur universitaire et nos partenaires du Régime de retraite

des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) et du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO), OSSTF/FEESO continue de relever les défis liés à la capitalisation des



régimes de retraite de tous les membres. Ces efforts continuent à être d'une importance particulière puisque tous les régimes de retraite essaient de composer avec la conjoncture économique et géopolitique. OSSTF/FEESO participe à ces discussions grâce à une représentation au sein des comités de retraite de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTF/FEO) (coparrain avec le gouvernement de l'Ontario), de la Fédération du travail de l'Ontario (OFL/FTO), du Congrès du travail du Canada (CLC/CTC), du *University Pension Plan* (Régime de retraite des universités) (UPP) et de nos régimes de retraite à employeur unique actuels spécifiques à quatre universités. Nous siégeons également au sein de la Société d'administration d'OMERS (SAO) et de la Société de promotion d'OMERS (SP). Nos membres peuvent s'exprimer sur les questions relatives à leur pension par l'intermédiaire de ces représentants.

À partir de 2024, le gouvernement de l'Ontario a lancé un examen de la gouvernance d'OMERS. Le 5 novembre 2025, le gouvernement de l'Ontario a publié le rapport de l'Examen de la gouvernance d'OMERS 2025. Pendant toute la durée de l'examen, OSSTF/FEESO a mené des activités de représentation actives et collaboré avec d'autres commanditaires et parties prenantes d'OMERS. Avec la publication du rapport, ces efforts d'intervention et d'engagement se poursuivent à mesure que les recommandations sont examinées et mises en œuvre, afin de préserver un modèle de gouvernance d'OMERS solide et efficace.

Le RREO/OTPP demeure pleinement capitalisé et continue de s'appuyer sur une solide position de 110 %. OSSTF/FEESO collabore étroitement avec le personnel du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario pour aider les membres à comprendre le fonctionnement du régime, résoudre les enjeux qui peuvent survenir et améliorer l'expérience des membres.

En tant que régime de retraite relativement récent, le Régime de retraite des universités continue de croître, de mettre en place et de perfectionner ses processus, et d'améliorer le soutien aux membres. Pleinement capitalisé à 102 %, le Régime de retraite universitaire est bien positionné pour poursuivre sa croissance et soutenir ses membres tout au long de leur retraite. OSSTF/FEESO continue de travailler avec les promotrices et promoteurs et les parties prenantes à mesure que ce régime évolue.

OSSTF/FEESO offre des ateliers sur la retraite et les pensions aux unités de négociation locales et aux districts, ainsi que des renseignements aux membres qui appellent et envoient des questions par courriel. Pour l'année syndicale 2025-2026, OSSTF/FEESO poursuit son partenariat avec Educators Financial Group pour présenter conjointement les ateliers sur les pensions.

Les membres d'OSSTF/FEESO sont représentés au sein de plusieurs comités qui formulent des avis en matière de rentes. Nous travaillons dans ces groupes afin de promouvoir les meilleures conditions possibles de retraite pour l'ensemble de nos membres.



NOTRE PORTÉE. NOS RÉSULTATS.

ANALYSE DES DONNÉES TIRÉES
DES RÉSEAUX SOCIAUX

@osstf.bsky.social



Bluesky

En 2025, OSSTF/FEESO a lancé notre propre compte plateforme sur [Bluesky](#). Cette plateforme se démarque par sa communauté accueillante et progressive, et nous espérons qu'elle s'avérera un espace où les membres peuvent s'engager dans une discussion positive. Nous encourageons les membres à explorer ce nouvel espace et à se brancher à nous.

Hommes: 20.8 %

Femmes: 79.2 %

(FB n'utilise que les genres binaires)

60 % âgés entre 35 et 54



Nouveaux abonnés : 2 200

une augmentation de 138 %

(comparativement aux 12 mois précédents)

Nombre total des vues : 8,4 millions

Meilleur message publié en fonction du

nombre de vues : 261 000 vues

Notre communiqué conjoint avec le CUPE/SCFP

sur la violence dans les écoles en décembre 2025



Interactions de contenu : 137 000

une augmentation de 102 %

(comparativement aux 12 mois précédents)

Meilleur message en fonction

des interactions : 2 230 interactions

(j'aime, cliques, commentaires, partages, etc.)

Notre message sur le 6 décembre et le partage de notre affiche



Nombre de vues des vidéos : 74 000

Meilleur GIF : 21 000 Vidéo Red for Ed

Meilleure vidéo : 19 000 La Journée mondiale des enseignantes et des enseignants

Fédération des
enseignantes-
enseignants
des écoles
secondaires
de l'Ontario
(OSSTF/FEESO)



Suivez-nous sur
facebook





Nouveaux abonnés :
1 100

**Nombre total
des vues :** 860 000



Hommes: 21.3 %
Femmes: 78.7 %
Plus de 21 % âgés entre 18 et 34 ans
59% âgés entre 35 et 54

Interactions : 16 000



Meilleur message publié en fonction du nombre de vues et d'interactions :
82 300 vues et 1 300 interactions

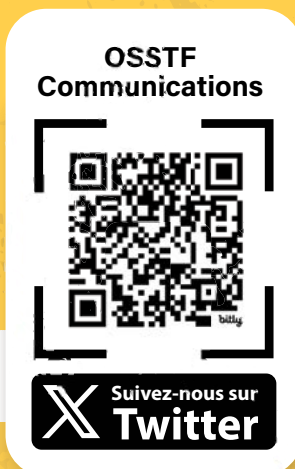
Message « Dernières nouvelles » en juin, au sujet de la prise en charge par le gouvernement provincial de quatre conseils scolaires



**Nombre
d'engagements :**
33 000



J'aime : 10 000



Nombre total d'impressions :
plus de 650 000



Vidéos : 10 000 vues



Rediffusions :
Plus de 5 000



Visites de profil : 1 600

Hommes : 29.4 %
Femme : 68.7 %
non précisé : 1.9 %
65 et + : 48 %
55 et + : 66 %

Plus de 77 heures de visionnement



COMITÉS ET COMSEILS PERMANENTS ET GROUPE DE TRAVAIL CONSULTATIFS

Liste des comités permanents, des conseils et des groupes de travail consultatifs

Merci à toutes et à tous les membres d'OSSTF/FEESO pour le temps et l'énergie que vous consacrez à siéger à nos comités, groupes de travail consultatifs et conseils. Vos conseils aident à orienter l'Exécutif provincial sur des enjeux importants en éducation publique. Vous tissez des liens solides dans vos communautés, faites avancer les priorités des membres et menez des échanges porteurs qui renforcent notre Fédération partout dans la province. Grâce à vous, OSSTF/FEESO avance avec détermination et clarté. Votre leadership et votre dévouement nous aident à atteindre les objectifs énoncés dans notre Plan d'action stratégique. Nous vous remercions de la bienveillance et de l'engagement que vous apportez à ce travail au quotidien.

- Comité 2SLGBTQIA+
- Comité de lutte contre le racisme anti-Noirs/le racisme
- Comité des services en langue française
- Comité des communications/action politique
- Comité des services éducatifs
- Comité sur la santé et sécurité et de la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*
- Comité des finances
- Comité des droits de la personne
- Comité des services de protection
- Comité du statut de la femme
- Conseil des membres retraités actifs
- Conseil d'entraide
- Conseil judiciaire
- Conseil parlementaire et constitutionnel
- Groupe de travail consultatif en matière d'équité
- Groupe de travail consultatif sur l'environnement
- Groupe de travail consultatif des facultés d'éducation
- Groupe de travail consultatif des Premières Nations, des Métis, et des Inuits
- Groupe de travail consultatif sur l'engagement des nouveaux membres
- Groupe de travail consultatif sur les personnes handicapées



Ontario Secondary School Teachers' Federation
Fédération des enseignantes-enseignants
des écoles secondaires de l'Ontario
60 Mobile Drive, Toronto, Ontario M4A 2P3

TEL 416.751.8300
TEL 1.800.267.7867
FAX 416.751.3394
www.osstf.on.ca

